

Genève, le 12 mars 2019

## Communiqué de la Commission globale de politique en matière de drogues sur la déclaration ministérielle de la Commission des stupéfiants des Nations unies

Les autorités gouvernementales qui se réunissent cette semaine à Vienne pour la réunion ministérielle de la Commission des stupéfiants (CND) des Nations unies ont l'opportunité de revoir la direction du système international de contrôle des drogues et mettre fin à des décennies de méfaits qui sont la conséquence directe de son échec. Malheureusement, il semble que cette opportunité ne sera pas saisie.

Cette réunion ministérielle marque l'échéance établie dans la déclaration politique de 2009 pour répondre au « problème mondial des drogues ». La communauté internationale avait alors décidé d'« éliminer ou réduire sensiblement » la production, le trafic et la consommation de drogues illégales au cours de la décennie qui suivait.

Ces objectifs n'ont clairement pas été atteints. Plus de 100 milliards de dollars américains sont dépensés chaque année par les forces de l'ordre pour combattre un marché illégal dont le chiffre d'affaire est estimé aujourd'hui à 500 milliards de dollars. La production de coca et d'opium a atteint des niveaux record en 2017 dont seule une petite partie a été saisie. De plus, cette dernière décennie a vu l'apparition de quantité de drogues synthétiques puissantes sur le marché, au rythme moyen d'une par semaine.

Pire encore, les vies de millions de personnes consommatrices de drogues, de cultivateurs traditionnels, de femmes utilisées pour transporter les drogues, de minorité ethniques et d'autres communautés vulnérables ont été dévastées dans la poursuite d'un monde sans drogues. Il en a résulté des violations de droits humains, la violence, des peines de prison disproportionnées, une surpopulation carcérale, des crises sanitaires et des institutions publiques fragilisées.

Le remède aux drogues proposé par la communauté internationale a été bien pire que le « mal » qu'il devait traiter. Comme disait feu notre collègue Kofi Annan : « Les drogues ont détruit de nombreuses vies mais les mauvaises politiques en matière de drogues ont en détruit bien plus. » Malgré cela, les pays renouvellent leur adhésion aux approches répressives dépassées. Pourtant, comme l'a dit le membre de la Commission globale, l'ancien président de Colombie Juan Manuel Santos : « On pédale, on pédale et on pédale, et on fait de grands efforts, pour réaliser que nous n'avons guère bougé au bout du compte. »

Aujourd'hui, en dépit des faits et sans réaliser un bilan détaillé et formel de l'impact des politiques en matière de drogues au cours des dix dernières années, les ministres présents à Vienne s'apprentent à adopter une déclaration qui consacre à nouveau la prohibition comme seule réponse possible à la présence des drogues dans la société.

Cette volonté de préserver à tout prix le statu quo non seulement signifie que le monde continuera à souffrir des méfaits des drogues et de l'échec des politiques publiques mais elle menace également la pertinence même du système international de contrôle de drogues.

En effet, l'approche prohibitionniste, que l'on cherche à faire respecter par la répression, ne bénéficie plus du soutien universel qu'elle a connu par le passé. Le consensus mondial s'est brisé et le système international de contrôle des drogues n'est plus respecté car il ne répond plus aux réalités que rencontrent les pays sur le terrain.

Ainsi, ceux-ci développent des réponses diverses pour gérer les risques liés aux drogues. Certains pays continuent à croire en la possibilité d'un « monde sans drogues » et voient comme seule option l'abstinence, tandis que d'autres prennent une approche plus pragmatique, mettant en place des services de réduction des risques et offrant des options de traitement innovantes ; certains continuent à imposer des peines lourdes pour les délits et crimes liés aux drogues, allant même jusqu'à tolérer voire promouvoir des exécutions extrajudiciaires, tandis que d'autres dépénalisent la consommation et la possession pour usage personnel et proposent des alternatives à l'incarcération pour les délits non violents ; d'autres encore mettent en place des systèmes de légalisation régulée.

De nombreuses décisions prises à la réunion ministérielle de la CND auront des effets potentiellement néfastes à long terme sur les objectifs de développement durable. C'est la raison pour laquelle les membres de la Commission globale de politique en matière de drogues ont écrit directement aux Chefs d'État représentés à la CND. Les enjeux sont trop élevés pour qu'ils soutiennent une nouvelle déclaration prohibitionniste qui ne fera que diviser davantage la communauté internationale.

Nous, les membres de la Commission globale de politique en matière de drogues, craignons ainsi que celles et ceux qui prendront ces décisions ne se retrouvent du mauvais côté de l'Histoire. Nous les encourageons à reconnaître le changement de paradigme qui est en cours, à évaluer les faits à l'aune des connaissances scientifiques, et à choisir de renforcer un système international dont les sociétés ne peuvent passer, en soutenant les politiques publiques qui ont prouvé leur efficacité. Nous les encourageons enfin à permettre aux pays de mener individuellement des expériences avec des politiques publiques qui répondent à leurs besoins particuliers, tout en respectant pleinement les droits fondamentaux de chacun, et qui offrent l'espoir de gérer de manière efficace la présence des drogues dans la société.

###

### Citations de membres de la Commission globale

« La consommation de drogues est intrinsèquement liée au comportement humain, aux défis socioéconomiques et aux environnements culturels. Tandis que la société civile active sur le terrain et de plus en plus de décideurs politiques reconnaissent cette réalité, la Commission des stupéfiants des Nations unies risque d'affaiblir la coopération intergouvernementale. En effet, le



système multilatéral risque de s'auto-démériter du débat sur les drogues s'il n'y a pas de bilan sans concession sur les effets réels de la prohibition depuis un demi-siècle. »

- **Ruth Dreifuss**, ancienne présidente de la Confédération suisse et Présidente de la Commission globale des politiques en matière de drogues

« Si les drogues n'étaient pas prohibées, la criminalité organisée transnationale serait dépourvue d'un marché immense et extrêmement rentable. Au contraire, la prohibition lui a permis de prospérer, de contrôler de nombreux territoires et d'y installer la violence. Sans la prohibition, nous aurions pu éviter la militarisation de la riposte étatique aux drogues, qui affaiblit les efforts de promotion de la paix durable au niveau mondial. »

- **Juan Manuel Santos**, ancien président de Colombie et prix Nobel de la paix

« J'ai vu les effets de la marginalisation, de la stigmatisation, de la discrimination, de la pénalisation et du rejet des personnes qui consomment des drogues, ainsi que l'utilisation des politiques répressives actuelles contre les communautés les plus pauvres. Et je me demande comment nous parviendrons à mettre fin à ce cycle de répression si la Commission des stupéfiants des Nations unies refuse encore d'aligner son programme de travail avec les efforts mondiaux pour éradiquer la pauvreté, efforts qui sont menés par les autres organismes onusiens. »

- **Olusegun Obasanjo**, ancien président du Nigéria

« L'un des principes fondamentaux des Objectifs de développement durable est de ne laisser personne de côté. De plus, on ne peut considérer aucun de ces Objectifs comme atteint en 2030 s'il n'est pas atteint pour tout le monde. Malheureusement, en ignorant les dommages causés au développement par les politiques en matière de drogues actuelles dans sa déclaration ministérielle, la Commission des stupéfiants des Nations unies s'assure que les personnes consommatrices de drogues seront laissées de côté.

- **Helen Clark**, ancien première ministre de la Nouvelle Zélande et ancienne administratrice du Programme des Nations Unies pour le développement

« Dans le climat multilatéral actuel, les préoccupations des politiques en matière de drogues transversales aux Objectifs de développement durable doivent englober les grandes questions de notre époque. Nous devons alors nous demander comment les politiques actuelles soutiennent-elles la paix, la migration organisée ou l'éradication de la pauvreté ? Il semble que nous n'aurons pas de réponses à la réunion ministérielle de la Commission des stupéfiants des Nations unies. »

- **Louise Arbour**, ancienne Haut-Commissaire aux droits de l'homme

« Nous devons mettre fin à notre passion de la punition si nous voulons garder l'espoir en un avenir plus juste pour toutes les populations. L'idée que l'addiction et la dépendance soient considérées comme 'maléfiques', à cause de préjugés et d'idéologie, rend impossible tout développement de remèdes adéquats. »

- **Mohamed ElBaradei**, Directeur général émérite de l'Agence internationale de l'énergie atomique et prix Nobel de la paix

« La guerre aux drogues, inutile et disproportionnée, mobilise des ressources considérables et affecte quasiment toute la société, sans aider les personnes qui sont vraiment concernées par le problème. »

- **Sir Richard Branson**, Fondateur du groupe Virgin, co-fondateur de The Elders

###

#### **Pour plus d'information:**

Eric Grant

Responsable de la communication

+41 79 124 1523

[eric.grant@globalcommissionondrugs.org](mailto:eric.grant@globalcommissionondrugs.org)

###

#### **Au sujet de la Commission globale de politique en matière de drogues**

La [Commission globale de politique en matière de drogues](#) est une entité indépendante qui compte actuellement 24 membres, dont 12 anciens chefs d'État ou de Gouvernement et quatre lauréats du prix Nobel. Elle vise à ouvrir, au niveau international, un débat éclairé et scientifique sur des politiques publiques inclusives et efficaces de réduire les préjudices causés aux personnes et aux sociétés par les drogues, ainsi que ceux causés par les politiques de contrôle actuelles.

La Commission globale de politique en matière de drogue a publié [huit rapports](#) depuis sa création en 2011 (disponibles en français), qui exposent respectivement l'étendue de l'échec et des méfaits causés par cinq décennies de prohibition et de mesure punitives, leur impact de la répression sur des épidémies telles que le VIH/sida et l'hépatite, le manque d'accès aux médicaments essentiels pour la gestion de la douleur au niveau mondial, les peurs et les perceptions les plus courantes vis-à-vis des drogues, le besoin d'approches basées sur la santé publique, la dépénalisation de l'usage et des alternatives à l'incarcération, ainsi que la régulation légale des substances psychoactives.



COMMISSION GLOBALE  
DE POLITIQUE EN  
MATIÈRE DE DROGUES

La Commission a aussi publié [deux prises de position](#) (disponibles en français), sur la crise des overdoses en Amérique du Nord et sur la politique en matière de drogues et les objectifs de développement durable.